

Remplacement du mazout—Loi

Le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) a souligné l'importance de ces programmes pour la petite entreprise. J'aurais pensé que les conservateurs s'en préoccuperaient. C'est ce qu'ils prétendent. Mais, lorsque l'on en vient aux actes, ils sont prêts à sacrifier les petites entreprises locales qui fournissent le genre de services dont les propriétaires ont besoin et qui font l'objet de ces deux programmes. Ils ne sont pas prêts à s'attaquer à la grande entreprise, aux grandes pétrolières et à supprimer les subventions qu'elles reçoivent du Programme énergétique national.

Ce sont mes principales remarques pour le moment, monsieur le Président. Ces deux programmes réduisent le coût du chauffage pour les consommateurs, ils économisent l'énergie et ils permettent d'améliorer nos logements. Ils créent des emplois, ils exigent beaucoup de main-d'œuvre et ils font travailler nos petites entreprises, dont beaucoup sont au bord de la faillite. Nous estimons que ce projet de loi ne doit pas être adopté. Nous voulons un délai supplémentaire d'au moins six mois, car, même si le député de Western Arctic n'est pas d'accord, nous nous inquiétons de ceux qui, dans les localités du Nord, n'ont pas eu la possibilité de profiter de ce programme. Nous nous préoccupons également des valeurs économiques et sociales et de la recherche d'économies, ainsi que des résultats de la suppression ou de la modification de ces programmes. Nous demandons un délai de six mois avec la possibilité de poursuivre ces programmes.

[Français]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, il me fait plaisir d'ajouter ma voix à celle de tous ceux qui ont pris la parole pour demander au gouvernement d'attendre au moins six mois avant de continuer l'étude de ce projet de loi. Comme vous le savez, monsieur le Président, j'avais déjà eu l'occasion de parler sur ce sujet en disant que, jusqu'à maintenant, tous les porte-parole du gouvernement ont été d'accord sur le fait que ces programmes ont été de bons programmes et ont vraiment été bénéfiques pour le peuple canadien.

● (1210)

[Traduction]

J'ai déjà eu l'occasion d'intervenir une fois au sujet de ce projet de loi et je suis heureuse de me joindre à d'autres députés pour exhorter le gouvernement à accepter au moins de reporter de six mois l'annulation de ce programme. Les faits parlent d'eux-mêmes. Des députés de tous les partis, et notamment des ministériels, ont déclaré à maintes reprises que ces programmes avaient favorisé considérablement les économies d'énergie. Il est évident qu'au cours des premières années de la mise en œuvre de ce programme, les Canadiens ont réduit de façon extrêmement marquée leur consommation d'énergie. Nous savons cependant que la partie est loin d'être gagnée. En fait, nous comptons parmi les plus gros consommateurs d'énergie du monde.

Ce programme visait à réduire la consommation de ressources énergétiques non renouvelables. Il faut remplacer le pétrole par les ressources énergétiques renouvelables du Canada. Pourtant, même si les ministériels vantent dans cette enceinte les mérites de ce programme et rappellent qu'il a aidé les Canadiens de toutes les couches de la société, mais plus particulièrement les Canadiens à faible revenu, à réaliser des économies d'énergie, le gouvernement insiste pour annuler ce programme.

Je voudrais me pencher sur une idée fautive qui, selon moi, a embrouillé les choses en ce qui a trait à la participation des ministériels au débat. L'un après l'autre, ils ont déclaré que ce programme ne profitait qu'aux Canadiens nantis. Je tiens à vous dire, monsieur le Président, que dans ma circonscription d'Hamilton-Est, la plus industrialisée du Canada, le salaire moyen est loin de permettre aux gens de compter parmi les nantis. Je représente des travailleurs qui, dans bien des cas, ont bien de la difficulté à joindre les deux bouts. Comme vous le savez, les industries primaires comme la sidérurgie sont durement touchées depuis quelques années, et bon nombre de travailleurs de ma circonscription ont été en mesure de profiter des avantages financiers offerts par ces programmes, afin de cesser de se chauffer au mazout. Je demande donc aux ministériels, qui prétendent que ce programme s'adresse aux riches, de déposer les chiffres, car ils montreront que des localités qui ne sont pas considérées comme riches, notamment certaines régions éloignées de Terre-Neuve, se sont prévaluées de ce programme. Les habitants de circonscriptions comme Hamilton-Est ont pu obtenir un coup de pouce pouvant aller dans certains cas jusqu'à \$800, afin de les aider à consommer moins de ce pétrole non renouvelable dont le marché mondial a connu une évolution catastrophique depuis le milieu des années 1970. Malheureusement, le gouvernement a quand même décidé d'annuler ce programme.

Par quoi l'a-t-on remplacé? Chose certaine, nous n'avons pas vu l'ombre d'une approche globale de la politique énergétique. En fait, ce projet de loi est typique de l'approche que le gouvernement a choisie depuis le 4 septembre et qui consiste à ne pas gouverner. Personne ne contestera que les conservateurs ont reçu un mandat très clair leur permettant de gouverner et de prendre des décisions difficiles. Cependant, cela ne consiste pas à démolir peu à peu des programmes comme le Programme canadien de remplacement du pétrole sans offrir une vue d'ensemble des mesures que le gouvernement entend prendre, afin d'encourager la consommation des ressources énergétiques renouvelables que l'on retrouve au Canada. En vérité, en fait de réforme économique, on s'est plutôt cru au stand de tir. C'est un peu comme si l'on voyait les canards tomber un à un sans qu'ils ne soient remplacés par quoi que ce soit. Ainsi, je demande au gouvernement d'envisager le renvoi à six mois de cette mesure, le temps de saisir la Chambre d'une stratégie globale en matière de consommation d'énergie renouvelable et de conservation.

Je sais que les ministériels doivent être fatigués de se faire mettre sur le nez les paroles qu'ils ont prononcées, mais je me reporte aux centaines de promesses que les conservateurs ont faites durant la campagne électorale lorsqu'ils ont affirmé que l'énergie comptait parmi leurs priorités. Ils en ont fait 39 qui portaient sur à peu près tout, à commencer par l'élaboration d'une sorte de panacée miracle de concert avec l'Alberta—et nous avons vu ce qu'il en est advenu—afin de favoriser la mise en valeur de ressources énergétiques renouvelables au profit des propriétaires de maisons canadiens. Cependant, aussitôt après leur élection, on s'est aperçu qu'on ne pouvait ajouter foi aux promesses qu'ils avaient faites à des fins purement électorales et ils sont maintenant disposés à supprimer le programme même qui, selon eux, aidait tellement les Canadiens à revenus moyen et faible.